

"Non, ce n'est pas l'Europe de Jaurès" dans L'Humanité (21 février 1957)

Légende: Le 21 février 1957, le quotidien communiste français L'Humanité condamne les résultats de la conférence à Paris des chefs de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères des Six et fustige le projet d'Eurafrrique.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 21.02.1957, n° 3879. Paris: L'Humanité. "Non, ce n'est pas l'Europe de Jaurès", auteur:Courtade, Pierre , p. 1; 3.

Copyright: (c) L'Humanité

URL:

http://www.cvce.eu/obj/non_ce_n_est_pas_l_europe_de_jaures_dans_l_humanite_21_fevrier_1957-fr-862088bb-ae46-4240-8c44-ebbd8676ff93.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Non, ce n'est pas l'Europe de Jaurès

Après des négociations difficiles, les représentants des six gouvernements de la « Petite Europe » sont parvenus à s'entendre pour l'exploitation en commun des territoires d'outre-mer, c'est-à-dire essentiellement pour l'exploitation en commun de l'Afrique, à l'exception des colonies britanniques.

Certes, il s'agit d'une entente précaire et, comme l'a reconnu Guy Mollet, d'une « étape » sur la voie de l'Eurafrique. Nous n'avons pas fini de voir les capitalismes s'entredéchirer lorsque se poseront la question du *partage* des bénéfices et celle du contrôle des investissements.

Dès maintenant, la modicité relative de ces investissements, notamment de la part de l'Allemagne de l'Ouest, trahit l'hésitation des actionnaires de cette société de pillage du continent africain.

Chacun rêve de manganèse, de pétrole, d'uranium, mais il en rêve pour son compte. Le fonds commun d'investissements prévu par l'accord des Six ressemble à une cagnotte ou à la cotisation à l'entrée d'un casino... C'est maintenant que le jeu commence...

Quoi qu'il en soit, le simple fait d'y être associé est pour l'impérialisme allemand une victoire historique. Il atteint ainsi ce qui avait été un de ses buts de guerre en 14-18, comme en 40.

Ce que ni le Kaiser ni Hitler n'avaient pu faire, Adenauer le réalise, sans coup férir, avec la bénédiction émue d'un gouvernement français à direction socialiste ! Désormais, on ne pourrait pas construire un barrage ou une usine, en A-OF, ou forer un puits de pétrole au Sahara sans que les capitalistes allemands aient leur mot à dire...

Au surplus, la pénétration économique de l'impérialisme allemand en Afrique doit avoir pour conséquence une pénétration politique et militaire.

Ainsi se trouve vérifiée avec une précision saisissante l'analyse que donnait Lénine, dès 1917, des « *États-Unis d'Europe* » qui ne seraient — en régime capitaliste — qu'une entente provisoire « pour le partage et l'exploitation en commun des colonies ».

Un tel partage résulte évidemment d'une modification dans le rapport des forces. Ce n'est pas pour le plaisir que le grand capital français accepte de coopérer avec le grand capital allemand. S'il avait pu garder pour lui seul les richesses des colonies africaines de la France, il se serait comporté comme le capitalisme britannique qui croit encore pouvoir travailler — si l'on peut dire — à son compte.

Les raisons pour lesquelles le capitalisme français accepte un « partage » qui eût été jugé scandaleux, il y a une vingtaine d'années, sont nombreuses et diverses. C'est, d'une part, l'affaiblissement de ce capitalisme qui l'oblige à des concessions en Afrique, comme en Europe même, c'est l'espoir de tirer profit d'accords de cartel qui lui permettraient de se rattraper grâce à une exploitation encore plus intensive des peuples et des richesses de l'Afrique.

C'est enfin la nécessité de se liguer pour résister à la pression de plus en plus vive du mouvement de libération des peuples coloniaux. L'Eurafrique, association pour le pillage, est aussi une association de faillis, un radeau de la Méduse du colonialisme...

Mais, dans tout cela, on chercherait en vain ces motifs nobles et désintéressés par quoi les propagandistes de la SFIO veulent justifier toute la politique européenne de Guy Mollet...

Par exemple, a-t-on demandé aux populations de l'Afrique noire ce qu'elles pensent de cette combinaison ? L'a-t-on demandé au peuple algérien à qui l'on refuse la nationalité au moment même — c'est un comble ! — où on le place sous la suzeraineté d'un consortium cosmopolite ?

L'impudence des gouvernements européens qui prétendent disposer ainsi de tout un continent en marche

vers l'indépendance se double d'une singulière présomption. Car, enfin, ces gens qui mettent en commun un gâteau qui ne leur appartient pas ferment les yeux sur l'existence d'un convive plus avide à lui seul qu'eux tous réunis ! Ce convive forcé, ce sont les États-Unis qui ont déjà investi en Afrique des capitaux qui excèdent, et de loin, les investissements « européens » prévus par l'accord des Six. Il y a là le germe de rivalités acharnées qui se manifestent déjà au grand jour pour l'appropriation des richesses minières du Sahara, du Congo, du Maroc, etc.

La présence des États-Unis, la constante pression qu'ils exercent sur les négociations entre « Européens » rendent absolument illusoire la prétention de créer, grâce à l'« Eurafrique », une troisième force entre l'Amérique et les pays du camp du socialisme.

Dès sa création, l'Eurafrique est condamnée à n'être qu'un appendice de l'impérialisme américain. Bien mieux, l'intégration de l'Afrique ne peut que faciliter l'intégration de « l'Europe » dans le système américain.

C'est ce qu'annonce également une autre décision des Six, celle qui concerne l'Euratom. Ici, sous prétexte de mettre en commun les ressources de matériaux fissiles pour le développement de l'industrie atomique, on va fournir les moyens de fabriquer la bombe à l'Allemagne d'Adenauer, sans pour autant « libérer » l'Europe de la sujétion américaine, puisque dès maintenant la quasi-totalité des ressources de l'Afrique en uranium sont contrôlées par les groupes financiers américains, au Congo notamment...

De quelque côté que l'on envisage l'accord signé hier à Paris, il est impossible de le considérer comme une démarche progressive, comme une étape sur la voie du monde futur. Il faut l'aveuglement volontaire du *Populaire* pour voir dans « l'Europe » ainsi conçue ou dans l'Eurafrique qui en est le complément, ou dans l'Euratom, des formules qui tendraient à faire « l'union des travailleurs » contre les capitalistes !

En somme, selon *Le Populaire*, pour faire l'union des travailleurs, il serait avantageux de favoriser l'union des capitalistes ? Pareille idée ne peut venir qu'à des gens qui conçoivent les rapports entre travailleurs et capitalistes comme des rapports de *collaboration*.

Mais pour nous qui jugeons en fonction de la réalité de la lutte des classes, nous voulons unir les ouvriers et nous nous réjouissons de la division des capitalistes, conformément aux enseignements de la stratégie la plus élémentaire.

Il est possible que dans certaines conditions la communauté de l'oppression engendre la communauté de la résistance, mais il est grotesque de *souhaiter* cette communauté d'oppression pour hâter l'unification des travailleurs.

Il est vrai que la constitution de l'Eurafrique, comme celle de l'« Europe » peuvent rendre plus claire la nécessité pour les travailleurs de l'Europe et de l'Afrique d'agir en commun. Mais soutenir qu'il est de l'intérêt de ces travailleurs que les capitalistes organisent la répression en commun — car c'est de cela qu'il s'agit en définitive — revient à raisonner comme ce médecin de Molière qui recommandait au malade de se faire couper un bras pour fortifier le reste du corps ! On ne va pas à l'Internationale par la Sainte-Alliance...

Au reste, il est intéressant de constater que dans la dernière période les syndicats et les partis africains des colonies ou des anciennes colonies ont voulu de plus en plus affirmer le caractère national de leur lutte. C'est dans cette affirmation qu'ils puisent de nouvelles forces, comme leurs frères d'Europe dont le combat pour de meilleures conditions de vie et pour la solidarité internationale est d'autant plus efficace qu'il coïncide avec la lutte pour l'indépendance nationale.

La lutte pour l'indépendance de la France, contre l'Europe de Speidel n'éloigne pas les ouvriers français de leurs camarades socialistes allemands. Elle les en rapproche au contraire.

La lutte des travailleurs français pour la paix en Algérie n'éloigne pas les travailleurs français des travailleurs

algériens, on n'en peut douter...

Mais Guy Mollet pourrait-il en dire autant ? Oserait-il affirmer que cette « Eurafrique » et cet « Euratom », dont il a, hier, salué la naissance - en compagnie de l'héritier de Bismarck - ont quelque chose à voir avec le monde fraternel et libre dont rêvait Jaurès ? Allons donc ! ...